

Informations complémentaires

**Le point sur la situation économique
et financière du Québec – Automne 2025**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- 1. Marges de prudence, analyses de sensibilité et principaux risques
pour la situation financière du Québec 1**
- 2. Surplus ou besoins financiers nets 13**

1. MARGES DE PRUDENCE, ANALYSES DE SENSIBILITÉ ET PRINCIPAUX RISQUES POUR LA SITUATION FINANCIÈRE DU QUÉBEC

❑ Les marges de prudence

Les provisions incluses dans le cadre financier totalisent 9,4 milliards de dollars d'ici 2029-2030, soit :

- une provision au Fonds de suppléance de 850 millions de dollars sur cinq ans, dont 50 millions de dollars en 2025-2026 puis 200 millions de dollars par année de 2026-2027 à 2029-2030, afin de répondre à une croissance imprévue des dépenses;
- une provision pour éventualités de 8,5 milliards de dollars sur cinq ans, dont 2,0 milliards de dollars en 2025-2026 et en 2026-2027, puis 1,5 milliard de dollars par année par la suite, afin de limiter les effets d'une croissance économique plus modérée que prévu, si elle devait survenir.

TABLEAU 1						
Marges de prudence						
(en millions de dollars)						
	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	Total
Provision au Fonds de suppléance	50	200	200	200	200	850
Provision pour éventualités	2 000	2 000	1 500	1 500	1 500	8 500
TOTAL	2 050	2 200	1 700	1 700	1 700	9 350

❑ Risques et analyses de sensibilité dans un contexte d'incertitude

Depuis le printemps 2025, le Québec évolue dans un climat d'incertitude importante marqué par la multiplication de nouveaux droits de douane imposés par les États-Unis, lequel perturbe la croissance économique mondiale, et par l'imprévisibilité de la politique commerciale américaine. Bien que le scénario de prévision économique de référence du ministère des Finances soit centré et prudent, il n'est pas à l'abri des aléas qui pourraient influencer l'activité économique, tant à la baisse qu'à la hausse.

L'évolution du conflit commercial avec les États-Unis constitue le principal risque entourant le scénario de référence. D'autres risques pourraient également faire dévier l'économie québécoise de sa trajectoire prévue. Notamment, une évolution différente de l'inflation par rapport à celle attendue dans le scénario de référence aurait des effets sur les paramètres et les hypothèses sur lesquels reposent les prévisions des composantes du cadre financier.

Ainsi, les résultats des analyses de sensibilité présentés dans cette section pourraient différer sensiblement de ceux initialement attendus.

❑ Risques et analyse de sensibilité des revenus autonomes

■ Risques

Les prévisions des revenus autonomes pour l'année 2025-2026 et les années subséquentes comportent un niveau de risque et d'incertitude élevé. En effet, elles reposent sur des hypothèses associées à des événements à venir. Plus particulièrement, ces prévisions s'appuient sur l'hypothèse que le taux effectif moyen des droits de douane devrait demeurer inférieur à 10 %, mais que certaines mesures tarifaires pourront être persistantes, voire permanentes. Toute variation significative à cet égard, qu'il s'agisse de droits de douane plus ou moins élevés ou de la conclusion d'accords commerciaux, pourrait influencer la trajectoire de l'économie du Québec. De même, une inflation qui diverge des prévisions ou une croissance démographique plus soutenue qu'escompté au cours des prochaines années pourraient également modifier le contexte économique et, par conséquent, avoir un effet sur les prévisions des revenus autonomes.

■ Analyse de sensibilité

La prévision du PIB nominal est en général un bon indicateur de la croissance des revenus autonomes¹, étant donné le lien direct qui existe entre les assiettes taxables et le PIB nominal.

- Selon l'analyse de sensibilité globale, une variation de 1 point de pourcentage du PIB nominal a un impact de l'ordre de 1,1 milliard de dollars sur les revenus autonomes du gouvernement.

Cette analyse de sensibilité est fondée sur une révision de chacune des assiettes taxables, proportionnelle à la révision du PIB nominal.

- Dans les faits, une évolution différente de la croissance économique et du contexte géopolitique peut toucher davantage certaines variables, affectant de manière plus importante que d'autres certaines assiettes taxables.

Les analyses de sensibilité établissent une relation historique moyenne entre l'évolution des revenus autonomes et la croissance du PIB nominal. Toutefois, bien que cette relation soit généralement fiable, elle peut ne pas se maintenir lors d'une période donnée en raison de circonstances exceptionnelles ou de conditions économiques particulières.

- En effet, les fluctuations économiques peuvent avoir des effets variés sur les revenus en raison de changements de comportement des agents économiques.
- Dans ces situations, il est possible d'observer une variation des revenus autonomes qui peut être plus ou moins importante par rapport à celle du PIB nominal.

Par exemple, la prévision des revenus des impôts des sociétés est empreinte d'un niveau d'incertitude notable résultant de la combinaison de plusieurs facteurs économiques, décisionnels et administratifs, qui peuvent entraîner une évolution différente des revenus, tels que :

- le cadre légal, qui permet aux entreprises de faire des choix en matière de fiscalité, notamment l'utilisation de pertes reportées;
- la possibilité d'ajuster en cours d'année les versements d'acomptes provisionnels;
- le délai de production et de traitement des déclarations de revenus, lequel influence la constatation des impôts des sociétés;
- l'évolution des résultats des activités de contrôle fiscal.

¹ Il s'agit des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement.

TABLEAU 2

**Sensibilité des revenus autonomes excluant ceux des entreprises
du gouvernement aux principales variables économiques**

Variables	Prévisions de variation pour 2025	Impacts pour l'année financière 2025-2026
PIB nominal	4,0 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus autonomes ⁽¹⁾ de l'ordre de 1,1 G\$.
Salaires et traitements	3,6 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'ordre de 475 M\$.
Assurance-emploi	4,7 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'ordre de 7 M\$.
Revenus de pension	6,0 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'ordre de 70 M\$.
Excédent d'exploitation net des sociétés	2,2 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus des impôts des sociétés de l'ordre de 55 M\$.
Consommation excluant les produits alimentaires et le logement	4,9 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus de la TVQ de l'ordre de 225 M\$.
Investissements résidentiels	16,6 %	Une variation de 1 point de pourcentage modifie les revenus de la TVQ de l'ordre de 45 M\$.
(1) Il s'agit des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement.		

❑ **Risques et analyse de sensibilité des revenus provenant des entreprises du gouvernement**

■ **Risques**

Les prévisions des entreprises du gouvernement dépendent de l'information disponible au moment où elles sont réalisées. Des mises à jour de l'information peuvent ainsi avoir une incidence sur les prévisions.

De plus, il est à considérer que certaines variables, concernant par exemple les conditions météorologiques, sont difficilement prévisibles.

■ **Analyse de sensibilité**

Pour Hydro-Québec, une variation de :

- 1,0 ¢ US/kWh du prix de l'énergie sur les marchés extérieurs modifie son bénéfice net annuel de 14 millions de dollars;
- 1 °C de la température hivernale, comparativement à la température normale, modifie son bénéfice net de 50 millions de dollars.

Pour Loto-Québec, une variation de 1 % des ventes modifie son bénéfice net de 15 millions de dollars.

Pour la Société des alcools du Québec, une variation de 1 % des ventes modifie son bénéfice net de 17 millions de dollars.

Pour Investissement Québec, une variation de 1 point de pourcentage des taux d'intérêt modifie son bénéfice net de 7 millions de dollars.

Pour la Société québécoise du cannabis, une variation de 1 % des ventes modifie son bénéfice net de 3 millions de dollars.

❑ Risques et analyse de sensibilité des transferts fédéraux

■ Risques

Le principal risque relatif à la prévision de la péréquation concerne l'estimation de la capacité fiscale par habitant de chacune des provinces, étant donné que le gouvernement fédéral ne publie aucune prévision des paiements de péréquation par province.

Par ailleurs, les principaux risques relatifs à la prévision des revenus qui découlent du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) concernent l'estimation de la valeur de l'abattement spécial du Québec² ainsi que l'estimation de la population des provinces et des territoires.

■ Analyse de sensibilité

La prévision des revenus de péréquation, du TCS et du TCPS repose principalement sur les variables économiques et démographiques suivantes :

- le PIB nominal canadien;
- les salaires et traitements utilisés dans la prévision de l'impôt fédéral de base;
- l'excédent d'exploitation net des sociétés, utilisé dans la prévision du revenu imposable des sociétés;
- la part de la population du Québec dans l'ensemble des provinces.

Les analyses de sensibilité peuvent ne pas s'appliquer pour une année donnée si un contexte économique particulier se présente ou si des modifications sont apportées au fonctionnement de la péréquation, du TCS ou du TCPS par le gouvernement fédéral.

Par ailleurs, l'analyse de sensibilité des revenus de péréquation repose sur une hausse de 1 point de pourcentage de la croissance des variables économiques du Québec, sans effet sur la croissance de ces variables dans les autres provinces.

² Les revenus du Québec qui découlent du TCS et du TCPS sont déduits d'une partie de la valeur de l'abattement spécial du Québec (13,5 % de l'impôt fédéral de base prélevé au Québec, dont 62 % est attribué au TCS et 38 % au TCPS).

TABLEAU 3

Sensibilité des revenus de transferts fédéraux aux principales variables économiques et démographiques

Variables	Prévisions pour 2025	Impacts pour l'année financière 2025-2026
Croissance du PIB nominal canadien	3,7 %	Une hausse de 1 point de pourcentage fait augmenter les revenus de péréquation ⁽¹⁾ de l'ordre de 25 M\$.
Croissance des salaires et traitements au Québec	3,6 %	Une hausse de 1 point de pourcentage fait diminuer les revenus de péréquation ⁽²⁾ de l'ordre de 140 M\$. Une hausse de 1 point de pourcentage fait diminuer les revenus du TCS et du TCPS de l'ordre de 60 M\$.
Croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés au Québec	2,2 %	Une hausse de 1 point de pourcentage fait diminuer les revenus de péréquation ⁽²⁾ de l'ordre de 25 M\$.
Part de la population du Québec dans le Canada	21,7 %	Une hausse de 0,1 point de pourcentage fait augmenter les revenus de péréquation ⁽²⁾ de l'ordre de 215 M\$. Une hausse de 0,1 point de pourcentage fait augmenter les revenus du TCS et du TCPS de l'ordre de 70 M\$.
(1) L'enveloppe de péréquation de 2025-2026 a été déterminée en décembre 2024 par le gouvernement fédéral et ne sera pas révisée. Une hausse de la croissance en 2025 aurait un impact à compter de 2026-2027. (2) En raison du décalage de deux ans qui existe dans la formule de péréquation, une hausse de la croissance en 2025 aurait un impact à compter de 2027-2028. Pour les années 2025-2026 et 2026-2027, l'impact de cette hausse serait nul.		

❑ Risques et analyse de sensibilité des dépenses de portefeuilles

■ Risques

Plusieurs facteurs peuvent influencer sur les dépenses d'un portefeuille ministériel. Ces facteurs incluent notamment :

- une variation de la clientèle, concernant par exemple les personnes recevant de l'aide financière de dernier recours ou celles qui fréquentent les établissements d'enseignement;
- les changements technologiques, qui influencent particulièrement le coût des médicaments et des équipements médicaux pour la réalisation de diagnostics;
- le changement dans le niveau général des prix, qui influence différemment chacun des portefeuilles gouvernementaux;
- l'apparition de nouveaux besoins de la population du Québec.

La justesse de la prévision des dépenses de rémunération est augmentée lorsque la rémunération des employés de l'État est encadrée par des ententes. Des ententes sont intervenues avec presque tous les salariés de l'État jusqu'en 2027-2028. Une certaine volatilité demeure présente puisque certains groupes sont toujours en négociation et que les ententes se termineront en 2027-2028.

■ Analyse de sensibilité

Les prévisions du cadre financier prennent en compte :

- les choix budgétaires du gouvernement, qui découlent de la priorisation de certains secteurs par rapport à d'autres dans l'allocation des dépenses;
- les variables socioéconomiques, qui sont liées aux facteurs de prix (inflation) et de démographie (variation de la population).

Les deux tableaux ci-après indiquent la sensibilité des dépenses de portefeuilles en fonction des choix budgétaires et des facteurs socioéconomiques.

- Il convient de noter que ces données sont des indications et que les impacts peuvent varier selon la nature et l'interaction des facteurs de risque.

■ Choix budgétaires

Les dépenses peuvent varier selon les choix du gouvernement dans l'allocation de ses disponibilités budgétaires. Ainsi, pour l'année financière 2025-2026, une variation de 1 % des dépenses du portefeuille :

- Santé et Services sociaux entraînerait une variation de l'ordre de 660 millions de dollars;
- Éducation entraînerait une variation de l'ordre de 230 millions de dollars;
- Enseignement supérieur entraînerait une variation de l'ordre de 110 millions de dollars.

TABLEAU 4	
Sensibilité des dépenses à une variation de 1 % pour les principaux portefeuilles	
(en millions de dollars)	
	Impacts pour l'année financière 2025-2026
Santé et Services sociaux	660
Éducation	230
Enseignement supérieur	110
Famille	100
Transports et Mobilité durable	80
Emploi et Solidarité sociale	60
Affaires municipales et Habitation	60
Économie, Innovation et Énergie	40
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	20
Autres portefeuilles	210
TOTAL	1 560
Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.	

- **Facteurs socioéconomiques**

L'analyse effectuée permet également d'estimer la sensibilité des dépenses de portefeuilles à certains facteurs socioéconomiques.

- **Démographie**

Les dépenses sont influencées par les variations de la population totale et par la variation de la taille de la clientèle de certains services en particulier.

Par exemple, une variation de 1 % de l'ensemble de la population ferait varier les dépenses totales d'environ 1 260 millions de dollars, soit de 0,8 point de pourcentage.

Une variation de 1 % du nombre de personnes âgées de 5 à 16 ans, soit la population qui influence notamment la demande pour les services éducatifs, aurait une incidence de 290 millions de dollars sur les dépenses totales.

- **Prix**

Les dépenses publiques sont influencées par les prix des services offerts par le gouvernement dont l'évolution est étroitement liée à celle du niveau général des prix dans l'économie, c'est-à-dire à l'inflation.

Ainsi, une variation uniforme des prix pourrait amener des variations dans les dépenses de portefeuilles.

Les résultats montrent qu'une variation de 1 % des prix induirait une variation de 770 millions de dollars des dépenses, soit de 0,5 point de pourcentage des dépenses totales.

TABLEAU 5			
Sensibilité des dépenses de portefeuilles à une variation de 1 % de chacune des variables socioéconomiques			
Variables socioéconomiques		Impacts pour l'année financière 2025-2026	
		En M\$	En point de pourcentage
Démographie			
Population totale	Dépenses totales	1 250	0,8
	Par portefeuille :		
	– Santé et Services sociaux		0,9
	– Éducation		0,9
	– Enseignement supérieur		0,9
	– Famille		0,9
	– Autres		0,5
0 à 4 ans	Dépenses totales	90	0,1
	Par portefeuille :		
	– Famille		0,6
5 à 16 ans	Dépenses totales	290	0,1
	Par portefeuille :		
	– Éducation		0,9
17 à 24 ans	Dépenses totales	150	0,1
	Par portefeuille :		
	– Enseignement supérieur		0,9
65 ans et plus	Dépenses totales	410	0,3
	Par portefeuille :		
	– Santé et Services sociaux		0,5
Prix			
Inflation	Dépenses totales	770	0,5
	Par portefeuille :		
	– Santé et Services sociaux		0,4
	– Éducation		0,3
	– Enseignement supérieur		0,6
	– Famille		0,9
	– Autres		0,6

❑ **Risques et analyse de sensibilité du service de la dette**

■ **Risques**

Les principaux risques liés à la prévision du service de la dette sont une hausse des taux d'intérêt plus importante que prévu et un rendement plus faible qu'attendu du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

Le FARR est un actif constitué pour le paiement des prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Il est géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les revenus du FARR sont déduits du service de la dette. Il en découle qu'un rendement moins élevé que prévu entraînerait une hausse du service de la dette.

■ **Analyse de sensibilité**

Une hausse plus importante que prévu des taux d'intérêt de 1 point de pourcentage sur une pleine année entraînerait une augmentation de la dépense d'intérêts de 669 millions de dollars.

Un rendement réalisé par le FARR qui serait de 1 point de pourcentage inférieur au rendement prévu entraînerait une augmentation du service de la dette de l'ordre de 33 millions de dollars l'année suivante.

Par ailleurs, le gouvernement ne conserve aucune exposition de sa dette aux devises étrangères, et ce, de manière à neutraliser l'effet de leurs fluctuations sur le service de la dette.

❑ Principaux risques pour la situation financière

TABLEAU 6

Marges de prudence et principaux risques pour la situation financière du Québec

Marges de prudence	Risques	Estimation de l'impact
Cadre financier	Variables économiques	
Provision pour éventualités :	Impact des variables externes sur l'économie du Québec :	
– 2,0 G\$ en 2025-2026 et en 2026-2027	– variation de 1 point de pourcentage du PIB réel des États-Unis	Impact sur le PIB réel du Québec de 0,45 point de pourcentage
– 1,5 G\$ par année de 2027-2028 à 2029-2030	– variation de 1 point de pourcentage du PIB réel de l'Ontario	Impact sur le PIB réel du Québec de 0,42 point de pourcentage
	Revenus autonomes	
	Ralentissement mondial :	
	– variation de 1 point de pourcentage du PIB nominal du Québec (équivalant à une variation de 1 point de pourcentage de la croissance de l'indice des prix à la consommation)	Impact sur les revenus autonomes ⁽¹⁾ de 1,1 G\$
	– récession type (moyenne) ⁽²⁾	Impact sur les revenus autonomes ⁽¹⁾ de 8,3 G\$
	Entreprises du gouvernement	
	Variation de 1 °C de la température hivernale comparativement à la température normale	Impact sur le bénéfice net d'Hydro-Québec de 50 M\$
	Transferts fédéraux	
	Variation de 0,1 point de pourcentage de la part de la population québécoise dans le Canada	Impact sur les revenus de transferts fédéraux de 285 M\$
Dépenses de portefeuilles	Dépenses de portefeuilles	
Provision au Fonds de suppléance :	Dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux	Impact indéterminé
– 50 M\$ en 2025-2026	Variation de 1 point de pourcentage de la population totale	Impact sur les dépenses de 1 260 M\$
– 200 M\$ par année de 2026-2027 à 2029-2030	Variation additionnelle de 1 point de pourcentage des coûts liés aux technologies dans le domaine de la santé	Impact sur les dépenses de 430 M\$
	Variation de 1 point de pourcentage du niveau général des prix	Impact sur les dépenses de 770 M\$
	Catastrophe naturelle	Impact indéterminé
	Taux de réalisation des investissements publics en immobilisations pour une année donnée (écart de 5 %)	Impact sur les dépenses (amortissements, subventions pour des infrastructures n'appartenant pas au gouvernement et intérêts) de 348 M\$
Service de la dette	Service de la dette	
	Variation de 1 point de pourcentage des taux d'intérêt	Impact sur le service de la dette de 669 M\$ ⁽³⁾
	Variation de 1 point de pourcentage du rendement du FARR	Impact sur le service de la dette de 33 M\$ ⁽⁴⁾

(1) Il s'agit des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement.

(2) Au Québec, l'analyse des données historiques indique qu'une récession d'ampleur moyenne pourrait se traduire par une révision du PIB nominal de -2,8 points de pourcentage lors de la première année du choc et de -0,7 point de pourcentage lors de l'année suivante par rapport à un scénario de référence.

(3) À terme, à la cinquième année, l'impact d'une hausse plus importante que prévu des taux d'intérêt de 1 point de pourcentage entraînerait une augmentation du service de la dette de 1,8 G\$.

(4) À terme, à la cinquième année, l'impact d'un rendement du FARR plus faible que prévu de 1 point de pourcentage entraînerait une augmentation du service de la dette de 201 M\$.

2. SURPLUS OU BESOINS FINANCIERS NETS

Les surplus ou les besoins financiers nets représentent l'écart entre les encaissements et les déboursés du gouvernement. Ces surplus ou ces besoins financiers nets tiennent compte :

- des variations du solde budgétaire établi sur une base de comptabilité d'exercice;
- des ressources ou des besoins découlant notamment d'acquisitions ou de dispositions d'immobilisations, de placements, de prêts et d'avances, ainsi que d'autres activités telles que la perception des comptes à recevoir et le paiement des comptes à payer.

TABLEAU 7			
Surplus ou besoins financiers nets			
(en millions de dollars)			
	2025-2026	2026-2027	2027-2028
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE^{(1),(2)}	-9 898	-7 149	-3 185
Opérations non budgétaires			
Placements, prêts et avances ⁽³⁾	-2 481	-2 566	-2 525
Immobilisations ⁽⁴⁾	-8 799	-8 507	-9 195
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ⁽⁵⁾	-3 787	-4 354	-4 616
Autres comptes ⁽⁶⁾	-869	252	-454
Versements au Fonds des générations	-2 461	-4 212	-2 510
Total des opérations non budgétaires	-18 397	-19 387	-19 300
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-28 295	-26 536	-22 485
Note : Un montant négatif représente un besoin de financement, alors qu'un montant positif indique une source de financement. (1) Le surplus (déficit) comptable réfère au surplus (déficit) lié aux activités tel que présenté dans les comptes publics. (2) En 2027-2028, le solde comptable intègre l'écart à résorber. (3) Les placements, les prêts et les avances englobent principalement la participation du gouvernement dans ses entreprises ainsi que les prêts et les avances consentis à des entités hors du périmètre comptable du gouvernement. (4) Les besoins financiers nets prévus associés aux investissements nets en immobilisations découlent principalement des besoins du Plan québécois des infrastructures. (5) Les besoins financiers nets associés aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs découlent des contributions brutes de l'employeur, des cotisations des employés, des prestations et des frais d'administration, des avantages sociaux futurs ainsi que des revenus non encaissés du Fonds d'amortissement des régimes de retraite et des fonds relatifs aux autres avantages sociaux futurs. (6) Les surplus ou besoins financiers nets relatifs aux autres comptes sont constitués d'un ensemble de variations des postes d'actifs et de passifs tels que les comptes à recevoir et les comptes à payer.			

TABLEAU 8			
Investissements nets en immobilisations			
(en millions de dollars)			
	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Investissements	-14 656	-14 652	-15 645
Amortissements	5 857	6 145	6 450
TOTAL	-8 799	-8 507	-9 195
Note : Un montant négatif représente un besoin de financement, alors qu'un montant positif indique une source de financement.			